



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_073

Objet	Transfert de la compétence Eau potable - 2-Mise à disposition des biens communaux au délégataire
Rapporteur	Laurence FORTIN
Service	Service Finances
Thème	Finances

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le conseil de Communauté a approuvé lors de sa séance du 29 juin 2018 le lancement de la procédure de transfert de la compétence « Eau ». L'extension de cette compétence a été entérinée par les communes selon les règles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et par arrêté préfectoral du 15 novembre 2018. Ce transfert de compétence s'effectuera au 1er janvier 2019.

L'article L5211-17 du CGCT dispose que « le transfert de compétence entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés, des dispositions de l'article L1321-1 et suivants » c'est-à-dire « la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence », et qu'il y a lieu, en conséquence que la Communauté bénéficie de la mise à disposition des biens. L'article L1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la remise des biens a lieu à titre gratuit.

En vertu de ces articles, le bénéficiaire assume l'ensemble des obligations du propriétaire, assure le renouvellement des biens mobiliers et possède tous pouvoirs de gestion, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits et agit en justice aux lieux et places du propriétaire. Il peut également procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens et est substitué de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et dans leurs actes relatifs à la compétence transférée. Les contrats relatifs à ces biens sont exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. Il revient aux communes d'informer ceux-ci de la substitution.

Le conseil de Communauté, par délibération en date du 29 juin 2018, ayant par ailleurs approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation du service d'eau potable à compter du 1^{er} janvier prochain, il convient de mettre à la disposition du délégataire, à cette date, l'ensemble des biens objet du transfert de cette compétence par les communes membres.

La mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement, précisant la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de leur éventuelle remise en état. Celui-ci sera établi ultérieurement, une fois l'ensemble des biens recensés.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu la délibération n° DCC2018_001 du conseil de Communauté du 29 juin 2018
 Vu la délibération DCC2018_002 du conseil de Communauté du 29 juin 2018 approuvant le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation du service eau potable à compter du 1^{er} janvier 2019,
 Vu le transfert de la compétence Eau à compter du 1^{er} janvier 2019
 Vu les délibérations des communes se prononçant sur le transfert de compétence :

	Communes	Dates des conseils municipaux
1	DAOULAS	07/09/2018
2	DIRINON	13/09/2018
3	HANVEC	05/10/2018
4	IRVILLAC	10/09/2018
5	L'HOPITAL CAMFROUT	04/10/2018
6	LA FOREST LANDERNEAU	08/10/2018
7	LA MARTYRE	12/10/2018
8	LA ROCHE MAURICE	27/09/2018
9	LANDERNEAU	12/10/2018
10	LANNEUFFRET	04/09/2018
11	LE TREHOU	04/10/2018
12	LOGONNA DAOULAS	20/08/2018
13	LOPERHET	13/09/2018
14	PENCRAN	17/09/2018
15	PLOUDIRY	17/09/2018
16	PLOUEDERN	25/09/2018
17	SAINT DIVY	27/09/2018
18	SAINT ELOY	14/09/2018
19	SAINT THONAN	11/10/2018
20	SAINT URBAIN	13/09/2018
21	TREFLEVEZ	25/09/2018
22	TREMAOUEZAN	13/09/2018

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018 318_0001 du 15 novembre 2018 modifiant les statuts de la Communauté au 1er janvier 2019, en y ajoutant la compétence eau, suite à la majorité qualifiée des communes favorables au transfert
 Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 4 décembre 2018
 Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 20 novembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise le président à signer avec le délégataire chargé de l'exploitation du service public d'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2019, le procès-verbal de mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de cette compétence, ainsi que tous documents relatifs à ce transfert.

Article 2 : Dit que les écritures comptables sont effectuées par le comptable assignataire de la Communauté.